

*À l'approche du 3ème anniversaire du [Hirak algérien](#) commencé le 22 février 2019 et qui s'était étiré sur plusieurs mois, nous publions ce bilan du Hirak écrit par des caramades marxistes algériens qui préfèrent garder l'anonymat. Déclinant une analyse sociologique et politique fine du Hirak, ce texte qui se présente comme un bilan déploie également une réflexion multiscalaire sur les enjeux socio-économiques, démocratiques et anti-impérialistes, et leur complexe articulation, dans le contexte algérien, offrant au demeurant un cadre d'analyse intéressant pour penser les soulèvements sociaux dans les pays du Sud.*

\*\*\*

## Pourquoi effectuer un bilan

**1. La nécessité d'un bilan du Hirak s'impose car si l'esprit du Hirak anime toujours des dizaines de milliers de militants et de citoyens dans le pays et dans la communauté algérienne à l'étranger, ce mouvement, en tant que force matérielle objective incarnée par des manifestations hebdomadaires, a disparu.**

Certes, l'aggravation de la situation sociale de millions de travailleurs et de citoyens de condition modeste à la suite de l'accélération de la politique libérale du gouvernement, d'une part, et de la politique de répression et de passage en force du Pouvoir, d'autre part, pourraient provoquer une nouvelle explosion populaire. Mais les phénomènes sociaux et politiques sont complexes et ne se produisent pas toujours de façon mécanique.

Aussi et sans exclure a priori la possibilité d'une nouvelle explosion sociale et/ou politique, il s'avère indispensable de commencer par acter la fin de la séquence Hirak de 2019-2021. Plus vite cette réalité sera assumée, plus vite il sera possible de se tourner vers l'avenir afin de réfléchir aux nouvelles conditions de lutte post-Hirak, c'est-à-dire aux enjeux de la nouvelle situation politique, aux défis à relever et aux tâches qui en découlent.

**2. Ce bilan s'avère d'autant plus urgent à dresser qu'il s'agit de tirer des leçons, des enseignements de cette puissante intifada, d'en mesurer les limites, d'en appréhender les contradictions et d'effectuer un examen critique de l'insertion et de la pratique des différentes forces politiques et sociales en son sein.** Cela doit permettre d'éviter de commettre à l'avenir les mêmes erreurs, voire les mêmes fautes, de mieux connaître les forces en présence avec leurs points forts et leurs points faibles et d'être mieux armés pour faire face aux défis de la nouvelle situation<sup>[1]</sup> qui, contrairement à ce que pensent beaucoup d'acteurs politiques, a considérablement évolué et changé.

**3. Ce bilan ne prétend pas exprimer le point de vue du Hirak.** Il s'agit, plus modestement et plus honnêtement, d'un **bilan tiré par des militants politiques qui se définissent comme partisans du socialisme**<sup>[2]</sup>.

## Le Hirak, acte fondateur de la citoyenneté en Algérie

**1. Le Hirak a constitué le plus grand mouvement politique de masse de l'Algérie indépendante.** Le refus du projet de 5<sup>e</sup> mandat d'Abdelaziz Bouteflika a constitué la cause immédiate de son déclenchement. Mais ses causes profondes résident dans le caractère autoritaire et corrompu du régime ainsi que dans la nature de plus en plus antipopulaire et antinationale de sa politique économique et sociale libérale.

**2. Comme en octobre 1988, il est peu probable qu'un aussi grand nombre d'Algériens soient spontanément sortis dans la rue le 22 février 2019 à la même heure dans toutes les wilayas du pays.** La crise du régime indique aussi la piste de forces internes au Pouvoir dans le déclenchement de cette explosion populaire. Opposées elles aussi à la perspective du 5<sup>ème</sup> mandat et à la mainmise du clan Bouteflika sur la présidence de la République, ces forces ont neutralisé, durant les toutes premières semaines du Hirak, les velléités répressives des partisans du Président (Abdelmalek Sellal, Ali Haddad...).

**Mais quel que soit le rôle actif ou passif des clans, services et autres officines du régime dans le déclenchement des manifestations, celles-ci n'auraient jamais atteint cette ampleur ni duré si longtemps si le mécontentement populaire n'avait pas été général et profond.**

### **3. Le Hirak remporta rapidement des victoires tactiques importantes :**

- Echec du projet de 5<sup>e</sup> mandat de Bouteflika et annulation de la présidentielle du 18 avril,
- chute du gouvernement d'Ahmed Ouyahia et échec du projet de Conférence nationale qui devait permettre d'assurer une transition sous contrôle du clan Bouteflika,
- accentuation de la crise du régime par la déstabilisation des partis et organisations qui en constituaient la devanture : FLN, RND, MPA, TAJ, FCE...
- pression sur le Haut commandement militaire qui amena ce dernier à déposer Bouteflika et à jeter en prison les principaux symboles politiques et économiques de son régime (hommes d'affaires...),

Plus globalement, le Hirak **imposa dans la rue des libertés**

**démocratiques** formellement reconnues depuis février 1989 mais que le Pouvoir avait réussi à limiter considérablement à la faveur de la guerre civile des années 1990 et de la répression des révoltes de 2001 et 2011 : droits de réunion, d'organisation, de manifestation...

**Fort de ces victoires, le Hirak se donna, à compter d'avril 2019, un autre objectif stratégique, celui du changement de régime par le retour à l'expression libre de la souveraineté populaire.** Malgré le retrait d'une partie des manifestants satisfaits de la chute de Bouteflika ou qui ne croyaient pas à la perspective d'un changement de régime, **les mobilisations hebdomadaires restaient massives et déterminées à l'échelle du pays.**

**4. En dépit de la diminution relative du nombre de manifestants et de l'accentuation de la répression à leur égard, le Hirak fit échouer la première tentative du Pouvoir de perpétuer le régime autoritaire, libéral et conservateur** par le biais du scrutin présidentiel du 4 juillet 2019.

**5. Le Hirak a acté la naissance de la citoyenneté dans notre pays.** Il a rendu vaines les tentatives de division régionalistes en général et d'opposition entre « arabes et kabyles » en particulier. Que ces tentatives aient émané du Pouvoir (d'Ahmed Gaïd-Salah plus particulièrement) à travers sa chasse systématique au drapeau amazigh adopté dans toutes les régions du pays et qui ne s'opposait nullement à l'emblème national, mais aussi du courant «Badissia-Novembria» ou de personnalités politiques racistes comme Naïma

Salhi. Ou qu'elles proviennent du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) qui tenta, lui aussi vainement, de dissuader les masses kabyles de participer à ce mouvement populaire de dimension nationale.

C'est au sein du Hirak que cette solidarité patriotique se renforça. Elle s'illustra de manière extraordinaire durant l'été 2021 lors de l'assassinat de Djamel Bensmail qui ne parvint pas à entamer la communion entre arabophones et berbérophones de toutes les régions du pays.

**6. Le Hirak fit preuve d'un sens politique élevé en refusant de recourir à la violence.** Cela prouvait que les Algériens avaient assimilé les leçons de la décennie 1990 et des expériences libyenne et syrienne des années 2010 qui virent les ingérences et autres interventions militaires des puissances impérialistes occidentales, d'Israël, des régimes réactionnaires arabes et turc et des courants islamistes armés : Al-Qaïda, Jebhat al-Nosra, Daech... Ingérences et interventions qui se poursuivent en cette année 2022.

**7. Dans la pratique, le Hirak fit également preuve d'un grand sens politique en limitant son affrontement avec le Pouvoir.** Son hétérogénéité sociale, politique et idéologique, sa non-structuration, l'absence d'hégémonie d'un quelconque courant politique en son sein et la faiblesse structurelle, quantitative et qualitative du mouvement populaire pré-Hirak (partis, syndicats, associations, mouvements, comités...) le poussèrent à **exercer une pression graduelle sur le Pouvoir pour l'amener à composer, à négocier.**

Pourtant, une grande partie des manifestants, observateurs et acteurs politiques ont qualifié – et qualifient encore à ce jour – le Hirak de révolution parce qu'il **revendiquait un changement politique complet**, le départ de tous les responsables, la chute du régime à travers les célèbres slogans : « *Itnahaou gaâ* » (Qu'ils partent tous), « *Yesqat an nidham* » (« Que tombe le régime »)... **Mais la radicalité indéniable de cette revendication ne peut masquer la non-radicalité de la pratique mise en œuvre** pour atteindre cet objectif. On ne fait pas une révolution en manifestant le vendredi, en se reposant le samedi puis en retournant au travail ou aux études le dimanche.

Pour nous, **la pratique prime en dernière instance sur la théorie.**

## Une situation révolutionnaire ?

**8. Dans une révolution, on passe d'une « guerre de positions » à une « guerre de mouvement ».**

**Dans une situation non-révolutionnaire caractérisée par une lutte politique de basse intensité dans laquelle la question du pouvoir politique central n'est pas posée, il s'agit de conquérir, d'accroître et de conserver des positions :** nouvelles lois, acquis sociaux, construction ou entrée et conquête d'institutions étatiques ou sociales (syndicats, associations...). En revanche, **dans une situation révolutionnaire de lutte politique de très haute intensité où la question du pouvoir est directement posée, il s'agit de le conquérir en renversant celui en place car le pouvoir ne se donne pas mais s'arrache.**

Dans une situation révolutionnaire, **il est impératif, sous peine d'échec souvent**

**tragique, d'adopter une tactique révolutionnaire ferme et conséquente qui élève graduellement le degré d'affrontement avec l'ennemi car le but consiste à le renverser.**

Les expériences historiques passées montrent que cela peut passer par une multiplication des manifestations, des sit-in, grèves locales ou sectorielles et autres occupations permanentes d'entreprises, d'institutions et de lieux d'étude... L'affrontement s'intensifiant, ces formes de lutte peuvent être relayées par une grève générale paralysant la production, les transports, le système de distribution et toute la vie sociale du pays, par l'émergence de structures d'auto-organisation prenant en charge toutes ces tâches et qui finissent par créer une situation de double-pouvoir... Cette dynamique peut être accompagnée d'une désobéissance civile et finir en apothéose par une insurrection armée ! Durant une révolution, le mouvement populaire doit être offensif et conserver l'initiative afin de se renforcer, d'amener à lui de nouvelles forces et d'affaiblir en même temps l'ennemi, de le diviser puis de frapper son noyau dur. D'une manière générale, **lors d'une révolution, un Pouvoir ne tombe que si un autre est prêt à se substituer à lui.** Dans le cas contraire, c'est la défaite assurée ou le chaos... propice aux interventions étrangères.

Ceux qui, au sein du Hirak, proposaient de manifester le samedi, en plus du vendredi et de la manifestation étudiante du mardi, avaient intuitivement ou consciemment pour but d'initier une telle dynamique révolutionnaire en manifestant progressivement tous les jours de la semaine. **Ils oublièrent cependant qu'une dynamique révolutionnaire entraînant des millions de personnes ne se décrète pas.** Si le Hirak avait effectivement été une révolution, il aurait de lui-même et spontanément tenu des manifestations quotidiennes qui auraient accentué l'affrontement avec le Pouvoir. Or, il ne le fit pas. La population ne répondit jamais massivement aux appels à manifester les samedis. Le mot d'ordre de grève générale lancé à l'approche de la présidentielle du 12 décembre 2019 ne fut pas suivi sur le terrain. Le mot d'ordre de boycott des élections ne rencontra pas davantage de succès et se transforma en une résistance passive, l'abstention.

**Ignorer l'un des aspects du Hirak, le caractère non-radical de sa pratique, pour ne prendre en considération que le caractère radical de sa revendication relève d'une démarche unilatérale et subjective qui ne permettait pas d'adopter une tactique juste et qui ne permet pas de tirer un bilan objectif de cette formidable expérience.**

La seule et unique conclusion politique à tirer de cet état de fait est que **le Hirak fut un mouvement de réforme radicale.** Radicale dans le sens où il refusait tout replâtrage du régime autoritaire et revendiquait un véritable et profond changement de régime. De réforme, dans le sens où il faisait pression sur le Pouvoir, dont le cœur est composé du Haut-commandement militaire, pour l'amener à composer, à négocier. Il n'était pas dans une dynamique de renversement révolutionnaire du Pouvoir, entre autres raisons, parce qu'il n'envisageait pas de revivre un scénario à la libyenne, à la syrienne ou à l'algérienne des années 1990. Cela ne diminue en rien son caractère extraordinaire.

**9. Dans une situation non-révolutionnaire, une tactique non-révolutionnaire permet de conquérir un maximum de places-fortes et d'acquies pour exercer une pression amenant l'adversaire à discuter, à négocier pour trouver un compromis mutuellement acceptable.**

## Les contradictions internes du Hirak

**10. Le Hirak n'était pas une révolution car le 22 février 2019 n'ouvrit pas une situation révolutionnaire.** Et ce, pour deux raisons essentielles qui expliquent pourquoi le Pouvoir réussit à en venir à bout. **A bout du Hirak matériel et non à bout de l'esprit du Hirak.**

**La première raison** réside dans le fait que **le Pouvoir, même divisé et affaibli de février à juillet 2019, ne fut jamais totalement impuissant.** Il se purgea de nombreux responsables, mais il ne se divisa pas au point de voir des factions s'affronter ouvertement. Peu de responsables quittèrent le navire pour entrer en opposition frontale. Aucune institution ne se scinda ou ne manqua à l'appel. La police qui était en première ligne face au Hirak ne connût pas de défections significatives. Et l'armée, qui avait participé à la répression de la révolte d'octobre 1988 et, par l'intermédiaire de la gendarmerie, à celle de 2001-2002, resta en réserve sans que l'on observe un quelconque début de dissension en son sein. A l'inverse, des forces qui avaient rejoint de manière opportuniste le Hirak à ses débuts rentrèrent au bercail à l'approche de la présidentielle de décembre 2019...

**La seconde raison** réside dans le fait que, **malgré sa volonté de changement radical, le Hirak n'avait pas la force suffisante pour renverser le Pouvoir.** Tout le monde a constaté **l'absence d'auto-organisation du Hirak**, contrairement à l'expérience de la révolte de 2001 qui vit la Kabylie et une partie de l'Algérois se couvrir de Comités populaires. Cette absence s'explique, entre autres, par l'ampleur du mouvement, sa spontanéité, son hétérogénéité sociale, politique et idéologique, le manque de traditions d'auto-organisation en dehors de la Kabylie, la méfiance à l'égard de toute représentation, méfiance découlant en partie du bilan de la dégénérescence du mouvement populaire de 2001-2002 (dit des « arouch »), l'absence de plateforme politique commune...

Il faut surtout comprendre que **l'auto-organisation des masses dans une dynamique de révolte populaire ne se décrète pas. Elle se réalise ou ne se réalise pas.** Ce n'est pas parce que certaines « figures » du Hirak refusèrent d'appeler à l'auto-organisation que le Hirak ne s'auto-organisa pas. Si une dynamique d'auto-organisation s'était déclenchée à la base, aucune de ces figures n'aurait pu s'y opposer.

Certes, il fallait expliquer et propager l'idée d'auto-organisation. Mais cela ne suffisait pas pour qu'elle se réalise automatiquement. Le rythme d'intériorisation des idées et pratiques est différencié selon qu'il s'agit de personnes, de groupes et partis qui se posent en permanence et depuis des années des questions politiques ou des millions de personnes révoltées jetées du jour au lendemain dans la rue et qui n'ont pas forcément réfléchi à toutes ces questions. Il faut savoir donner du temps au temps et, surtout, partir de la réalité objective et non exclusivement de ses désirs aussi légitimes et justes soient-ils théoriquement.

**L'autre faiblesse fondamentale se trouve dans le fait que la jonction du Hirak avec les luttes sociales**(grèves, mouvements de chômeurs, protestations sur le logement et les conditions de vie des classes déshéritées...) **et d'autres luttes** (celle des femmes, des défenseurs de l'environnement...) **ne s'opéra pas. Cette absence relève autant de la faiblesse objective des luttes sociales et des forces syndicales et associatives qui les portent que de la ligne politique dominante au sein du Hirak, ligne opposant revendications politiques à revendications sociales.** Il faut s'arrêter un instant sur cet aspect car il s'agit là d'une question fondamentale, d'une question

d'orientation, de ligne politique.

La vision dominante des forces politiques d'opposition, laïques et islamistes confondus, considère que les **revendications politiques** sont seules dignes d'être mises en avant. Pour ces forces, les revendications économiques et sociales ne sont pas d'actualité. Elles devront attendre un changement de régime pour devenir légitimes. Cette approche ignore que **les revendications économiques et sociales sont aussi et fondamentalement des revendications politiques. Exiger la rupture avec les politiques libérales qui plongent les travailleurs et les classes moyennes dans la misère et qui sapent les bases de la souveraineté économique nationale est une revendication politique.** Or, pourquoi les forces citées plus haut nient le caractère politique des revendications économiques et sociales ? Cela n'est pas le fruit du hasard mais découle de la nature sociale des intérêts qu'elles défendent. En effet, ce sont les courants bourgeois et petits bourgeois à leur suite qui dénie aux revendications économiques et sociales tout caractère politique.

Ils opposent artificiellement revendications politiques à revendications sociales car ils craignent que la jonction des revendications démocratiques et économiques et sociales ne déportent sur la gauche le mouvement populaire. Ce dernier ne se contenterait pas alors de demander la démocratie, mais exigerait ou imposerait une politique patriotique et sociale antilibérale contraire aux intérêts bourgeois. Les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les femmes, les paysans, les étudiants... qui forment la majorité écrasante de notre peuple doivent comprendre que **le Hirak était un mouvement interclassiste qui rassemblait des classes sociales différentes aux intérêts divers et même contradictoires pour certaines.** Cette contradiction a pour conséquence que **chaque courant politique, qui exprime en dernière instance les intérêts de telle ou telle classe ou fraction de classe, défend sa propre vision de la démocratie.**

**Les bourgeois et petits bourgeois opposent les revendications démocratiques aux revendications économiques et sociales** car ils défendent la même politique économique libérale que celle du Pouvoir, voire même une politique ultralibérale qui maintient les classes populaires dans la misère et qui place le pays sous la domination des grandes puissances impérialistes. **A l'inverse, les travailleurs, les prolétaires<sup>[3]</sup>, défendent une vision de la démocratie qui est à la fois économique, sociale et politique et qui doit impérativement profiter prioritairement à la grande masse du peuple<sup>[4]</sup>.**

**Dans le système capitaliste, la démocratie bourgeoise est un régime politique de gestion pacifiée des contradictions sociales, des contradictions de classe. Elle n'est viable que s'il existe un consensus politique entre les classes opposées.** Afin que la grande masse des exploités (ouvriers, employés, chômeurs, retraités, semi-prolétaires...) accepte de ne pas se révolter contre le système capitaliste, il faut impérativement que la bourgeoisie assure en retour un minimum de redistribution pour que les masses aient l'illusion de pouvoir améliorer durablement leur situation ou celle de leurs enfants.

Voilà pourquoi la démocratie bourgeoise n'existe que dans les métropoles impérialistes (Amérique du Nord, Europe, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande...). Dans ces pays, la bourgeoisie est forte de l'exploitation de ses propres travailleurs, mais aussi des surprofits qu'elle tire de l'exploitation des travailleurs des pays dominés et du pillage des richesses de leurs peuples. En revanche, dans les pays dominés, les bourgeoisies locales sont tellement faibles qu'elles ne peuvent asseoir ce consensus. C'est pourquoi leurs politiques

libérales et ultralibérales sont menées de façon dictatoriale ou, au moins, autoritaire voire sous le parapluie de puissances étrangères (Sahel, monde arabe...).

Sans consensus social entre classes antagoniques, il ne peut y avoir de régime démocratique bourgeois. **Le consensus social constitue la base matérielle objective de la démocratie bourgeoise.** Cela est tellement vrai que lorsque des crises économiques et sociales éclatent sous l'effet de la concurrence inter-capitaliste, des fractions de la bourgeoisie des métropoles impérialistes n'hésitent pas une seconde à remettre en cause les acquis fondamentaux des travailleurs et des classes moyennes, c'est-à-dire à briser le consensus social. Elles instaurent alors des régimes d'exception (dictatures fasciste, militaire, policière, bonapartiste...) qui écrasent sans état d'âme la démocratie bourgeoise.

En Algérie au cours du Hirak, les représentants politiques et idéologiques de la bourgeoisie, suivis naïvement par ceux de nombreuses forces petites bourgeoises, étaient très conscients de cette situation. C'est pourquoi ils s'acharnèrent à dissuader les travailleurs et les couches populaires de mettre en avant leurs revendications économiques et sociales propres.

**Le Hirak était donc logiquement traversé par une contradiction entre ceux qui opposent revendications démocratiques à revendications économiques et sociales et ceux qui considèrent que ces dernières sont partie intégrante des revendications démocratiques.** Ceux qui considèrent qu'il ne peut y avoir de démocratie sans justice sociale et pas de justice sociale sans rupture avec le libéralisme.

En opposant majoritairement revendications politiques à revendications sociales et économiques, le Hirak et la majorité des forces politiques présentes en son sein empêchèrent que la convergence avec les nombreuses luttes sociales devienne **une tâche politique principale.** Conséquence de cet état de fait, la jonction ne s'opéra ni avec le mouvement syndical, ni avec les mouvements de chômeurs, de contestation environnementale, de lutte pour le logement ou contre la hausse des prix... Or, sans cette jonction, la puissance du Hirak ne pouvait suffire à amener le Pouvoir à composer. L'une des plus grandes erreurs tactiques du Hirak a consisté à appeler les travailleurs à faire grève pour empêcher le Pouvoir de passer en force à la présidentielle du 12 décembre 2019 tout en demandant à ces mêmes travailleurs de ne pas défendre leurs revendications économiques et sociales propres. Chaque groupe social défend à la fois ses intérêts politiques et économiques. Les travailleurs en mettant en avant leurs revendications, les bourgeois en tentant de les en dissuader. Telle est la base objective de la contradiction qui oppose, au sein du Hirak comme de tout mouvement interclassiste (MCB, mouvement de femmes...), le camp des travailleurs à celui de la bourgeoisie soutenue par une partie de la petite bourgeoisie. Cette contradiction ne délégitime pas le combat démocratique, comme le pensent certains courants gauchistes, mais explique pourquoi les représentants politiques de chacune de ces classes se battent au sein du mouvement interclassiste pour faire triompher leur conception propre. Il y a à la fois unité et lutte entre ces deux forces.

**En conclusion, nous avons démontré que la situation n'était pas révolutionnaire.** Car, pour qu'une situation soit révolutionnaire, il faut que ceux d'en haut, les dominants, ne puissent plus. Il faut également que ceux d'en bas, les dominés, ne veuillent plus et qu'ils disposent d'une force suffisante pour menacer le Pouvoir. Ce ne fut jamais le cas, y compris entre février et avril 2019. **La force du Hirak et l'impuissance du Pouvoir furent relatives et non absolues.**

**11. La ligne dominante au sein du Hirak ne permettait pas de gagner de nouvelles forces sociales dont la présence était indispensables pour modifier le rapport de force politique. Il s'agit là d'une faiblesse subjective du Hirak. Mais comme une difficulté ne vient jamais seule, cette faiblesse subjective renforçait une faiblesse objective qui résidait dans l'état réel du mouvement populaire pré-Hirak (syndicats, associations, mouvements, partis...) à la veille du 22 février 2019.**

Colonne vertébrale de ce mouvement populaire pré-Hirak, **le mouvement syndical des travailleurs se trouvait dans une situation complexe et délicate**. Des décennies après l'indépendance, **le Pouvoir**, qui représente en dernière instance les intérêts de la bourgeoisie, **avait fini par caporaliser l'appareil de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA)** par :

- **une politique de désindustrialisation** amorcée à partir de 1980 et qui culmina dans les années 1990 avec l'application du honteux et antinational Plan d'ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire international (FMI). La casse du secteur productif et la privatisation avaient considérablement réduit la force de la classe ouvrière industrielle, cœur du prolétariat, avec des centaines de milliers d'emplois supprimés dans le sillage de la dissolution des entreprises, notamment celles du secteur public. Ce phénomène de casse s'amplifia davantage avec l'ouverture du marché algérien devenu une simple économie de bazar inondée de marchandises étrangères. D'une manière plus générale, la législation et les mesures prises par les gouvernants modifieront considérablement le rapport de force entre les travailleurs et le patronat, au profit de ce dernier,

- **une répression des luttes, des syndicalistes et cadres combattifs de la centrale**, les entraves permanentes aux libertés syndicales, les restructurations de son organisation à l'instar du transfert de la Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNTR) historiquement affiliée à l'UGTA vers l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), ou de la relativisation du rôle des fédérations dans l'organisation,

- **la corruption de nombreux cadres syndicaux** par le biais, notamment, de la gestion des œuvres sociales. Cette corruption n'épargnera pas, bien au contraire, la direction nationale qui géra de manière opaque les caisses sociales dont l'argent fut illégalement placé dans la banque Khalifa avec les conséquences que l'on connaît. La corruption croissante de la bureaucratie de l'UGTA l'amena à trahir ouvertement les intérêts des travailleurs et ceux du pays (loi Khelil sur les hydrocarbures, privatisation des entreprises publiques...),

- **l'islamisme armé** qui liquida physiquement des centaines de syndicalistes et de travailleurs au cours de la guerre civile des années 1990 et l'islamisme qui livra conjointement avec le Pouvoir une lutte constante contre la gauche, les syndicats de travailleurs, le projet socialiste et toute idée de justice sociale véritable et contre toute perspective démocratique,

- **l'involution du rôle de l'inspection du travail** qui contribua à la modification profonde du rapport de forces entre les travailleurs et le patronat privé national et étranger, au profit de ce dernier...

Tout cela affaiblira considérablement l'UGTA qui vit ses anciens bastions s'affaiblir et nombre de syndicalistes la désertir pour former ou rejoindre des syndicats autonomes qui n'ont malheureusement pas, à ce jour, réussi à dépasser le stade élémentaire du



corporatisme, stade initial incontournable, mais problématique lorsqu'il persiste.

**C'est ainsi que l'idéologie de classe anticapitaliste et socialiste qui avait historiquement forgé le mouvement ouvrier algérien en général et syndical en particulier disparut progressivement.** Nombre de traditions de lutte, de solidarité et d'organisation ne purent être transmises aux jeunes générations de travailleurs. Le mouvement syndical autonome souffre en conséquence du corporatisme, source d'affaiblissement de l'unité des travailleurs, du morcellement dû à la multiplication des organisations rivales dans un même secteur et de la non-rupture avec des pratiques bureaucratiques héritées de l'UGTA.

La chasse aux communistes et militants de gauche ainsi qu'aux syndicalistes sincères menée au cours des années 1980 (articles 120 et 121) pour les exclure des postes de responsabilité de l'UGTA contribua largement à l'affaiblissement de la conscience de classe du prolétariat. Plus globalement, l'offensive idéologique néolibérale accompagnant la politique d'infatigable du régime Chadli entraîna la perte d'hégémonie des partisans du socialisme sur l'intelligentsia, hégémonie qui avait marqué les deux premières décennies de l'indépendance.

Dans ces conditions, la jonction entre le Hirak et le mouvement syndical avait peu de chances de s'opérer spontanément car une telle jonction ne pouvait découler que d'une tactique consciente des organisations syndicales ou du moins, des éléments les plus avancés en leur sein.

**La disparition du Mouvement culturel berbère (MCB), véritable moteur du mouvement démocratique au cours des décennies 1980 et 1990, affaiblit le mouvement** populaire et favorisa l'émergence d'un parti nationaliste kabyle ultralibéral, raciste, pro-impérialiste et lié à la réaction régionale : le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK). Un parti heureusement minoritaire en dépit de l'aide que le Pouvoir lui a apporté en méprisant les légitimes revendications culturelles de la population kabyle qui a indéniablement joué un rôle historique de précurseur du combat démocratique dans notre pays.

**Le mouvement associatif n'a pas réussi à s'affranchir de la pesante tutelle bureaucratique et policière du Pouvoir pour se déployer.** En plein essor, avant et après la révolte du 5 octobre 1988, les associations de femmes, d'enfants de chouhada, d'étudiants, de jeunes... subirent de plein fouet la montée de l'islamisme (FIS) qui les combattit avec véhémence puis par les armes. Nombre de ces associations disparaîtront alors pour laisser la place à des organisations corrompues au service du Pouvoir, en particulier dans le mouvement étudiant. L'une des rares organisations dynamiques à avoir réussi à traverser cette période difficile, le Rassemblement action jeunesse (RAJ) créé à l'initiative de militants du Front des forces socialistes (FFS), finira par être dissoute en 2021.

Par ailleurs, **les formes de résistance à l'islamisme armé nées au cours des années 1990 ne déboucheront pas sur l'émergence d'un mouvement populaire organisé pour s'opposer à la honteuse et criminelle politique de silence et d'injustice imposée par le régime sous la direction d'Abdelaziz Bouteflika.** De même que les différentes formes d'auto-organisation ayant émergé en Kabylie et ailleurs au cours du mouvement du Printemps Noir de 2001-2002 ne donneront pas naissance à un mouvement citoyen permanent.

**Au cours des deux premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle, de nouveaux mouvements**

**de masse dynamiques et combatifs ne parviendront pas, faute d'appui suffisant de la part des syndicats et des partis démocratiques et de gauche, à se structurer suffisamment pour perdurer.** Il s'agit notamment du mouvement de chômeurs qui a essaimé aux quatre coins du pays et, particulièrement dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux. L'autre mouvement prometteur car disposant d'une base populaire de masse est celui qui s'est mobilisé, dans le grand sud contre les atteintes à l'environnement en général et la tentation du Pouvoir d'exploiter les gaz de schistes.

Enfin, on constate le **recul extraordinaire du courant anti-impérialiste**, courant qui plonge ses racines dans l'histoire de notre mouvement national et de notre mouvement ouvrier depuis un siècle. Après 1962, ce courant ne s'incarna pas dans une organisation unique. Mais il irrigua très longtemps nombre d'organisations sociales et politiques ainsi que nombre d'institutions étatiques. Un patriotisme progressiste, compatible avec un internationalisme anticapitaliste pour ce qui est du courant socialiste, et une solidarité active avec les luttes des peuples et des travailleurs du monde furent longtemps partagés par l'ensemble de ce mouvement populaire.

Mais la politique d'*infitah* (ouverture au libéralisme) et de répression du mouvement social et des mouvements de gauche, menée sans répit par le Pouvoir depuis 1980, accompagnée de l'offensive antisocialiste d'un islamisme hégémonique au service des possédants et de la réaction régionale infligèrent une défaite historique au courant anti-impérialiste dans notre pays.

## Les raisons de l'échec

**12. Le 22 février 2019, il manqua surtout au Hirak une force politique disposant d'un ancrage populaire.** Une force politique capable de compenser, au moins partiellement, les actuelles faiblesses structurelles du mouvement populaire (syndicats, associations, mouvements...).

Une force politique capable d'amortir et de résister au recul consécutif à la victoire idéologique du néolibéralisme. Celle-ci s'est traduite, en particulier, par une **tendance devenue dominante, y compris chez nombre de partisans du socialisme, à tout ramener et réduire à la question démocratique.** Une tendance à oublier ou à minorer fortement la question sociale et à oublier que la question démocratique ne peut se poser dans les mêmes conditions dans un pays dominant du Nord et dans un pays dominé du Sud. Une partie des militants de gauche l'oublia pour se retrouver, en pratique, à la remorque de forces libérales.

Une autre partie des militants de gauche céda, à l'inverse, au **chantage idéologique nationaliste du Pouvoir autoritaire en ramenant et en réduisant tout à la question anti-impérialiste.** Elle se plaça ainsi à la remorque du Pouvoir libéral et conservateur qui assimile le combat démocratique et toute résistance populaire à sa politique antisociale et libérale au produit d'officines étrangères qui manipulent militants politiques et associatifs, syndicalistes et simples citoyens. Alors même qu'il porte la responsabilité du renforcement de la bourgeoisie compradore et de la percée économique et idéologique de l'impérialisme.

**Ces deux tendances de gauche pourtant opposés partagent en réalité un renoncement pratique à la prise en charge de leur tâche historique principale qui**

**consiste aujourd'hui à reconstruire et à préserver, en toutes circonstances et quelles que soient les alliances passées à un moment ou à un autre, l'indépendance de classe du prolétariat. Pour ce faire, ils ne doivent pas opposer mais lier au contraire combat démocratique à combat social et anti-impérialiste.**

**13. Le 22 février 2019, il manqua au Hirak une force politique en mesure d'adopter et de mettre en œuvre une tactique juste** prenant en considération les rapports de force réels entre les différents protagonistes. Une force politique qui ne passe pas à côté des différentes contradictions de la conjoncture et leur évolution et qui soit à même d'arbitrer entre les différents éléments, à la fois unis et opposés, que sont la question démocratique, la question de la justice sociale et la question patriotique anti-impérialiste.

**Une telle force ne pouvait être que populaire, démocratique, progressiste, anti-impérialiste et antilibérale.** Seul le prolétariat, c'est-à-dire les travailleurs salariés, est en mesure de produire ce type de parti. Un parti anticapitaliste se donnant pour objectif historique le socialisme. **Objectif historique et non réponse immédiate à chaque crise politique.** La petite bourgeoisie ne dispose pas de projet historique propre. Quant à la bourgeoisie, elle ne peut être porteuse d'un tel projet qui va à l'encontre de ses intérêts.

En l'absence d'une telle force, le Hirak ne pouvait venir à bout de tous les obstacles rencontrés.

**14. Dans les conditions brièvement rappelées dans les points précédents, on pouvait, ou pas, regretter que le 22 février 2019 n'ouvrit pas une situation révolutionnaire et que le Hirak ne soit pas, en conséquence, un mouvement révolutionnaire. Mais on ne pouvait l'ignorer** sous peine de tomber dans une contradiction insurmontable consistant à adopter un discours révolutionnaire tout en développant une pratique réformiste. Un réformisme masqué par un activisme stérile ponctué de mots d'ordre révolutionnaires en paroles mais incapables en fait de peser sur la situation politique, de permettre au moins une réelle capitalisation des efforts fournis et un début de construction de la force politique qui manque tant au mouvement populaire.

**L'activisme a constitué le mode d'action d'une démarche mouvementiste s'évertuant à faire reprendre par le mouvement de masse, le Hirak en l'occurrence, les tâches propres à une force politique préparée et aguerrie.** Il faut aujourd'hui en convenir, **les mouvements populaires en Algérie sont orphelins d'une telle force politique.** La disparition du PAGS et l'incapacité des organisations politiques qui lui succédèrent ou qui provenaient de l'extrême-gauche à occuper la place que celui-ci avait acquise parmi les travailleurs, les paysans et la jeunesse pesèrent finalement très lourd dans l'évolution du Hirak.

**C'est donc à la construction d'une telle force que les éléments les plus avancés politiquement et les plus conscients idéologiquement doivent s'atteler au lieu de s'acharner de manière incantatoire à vouloir provoquer la résurrection du Hirak pour qu'il prenne en charge les tâches politiques que nombre de militants et de groupes politiques refusent d'assumer.** Une force politique capable de percevoir que la situation politique ouverte le 22 février 2019 a qualitativement changé depuis novembre 2020 comme nous le démontrerons dans un prochain texte portant sur la situation politique actuelle et les tâches des militants du socialisme.

**15. Les limites et contradictions du Hirak ajoutées aux carences historiques de**

**L'opposition politique, de gauche en particulier, ne pouvaient mener qu'à l'essoufflement du Hirak et à son incapacité à atteindre son objectif stratégique de rétablissement de la souveraineté du peuple.** Cette incapacité découlait également des coups portés au Hirak (arrestations, emprisonnement...) par un Pouvoir déterminé à passer en force et qui eut plusieurs fois l'occasion de jouer la carte de l'apaisement afin d'ouvrir un véritable dialogue avec le Hirak. Mais il refusa systématiquement de le faire et joua la carte de la répression car il n'avait nullement l'intention de parvenir à un compromis. Son objectif stratégique consistait à préserver le statu quo, voire à revenir à une situation proche de l'avant-October 1988 où les libertés démocratiques étaient interdites.

**16.** Dès l'été 2019, suite à l'échec de son projet d'élection présidentielle du 4 juillet, le Pouvoir reprit l'initiative. **Il se donna les moyens de faire échec à l'objectif stratégique de transition démocratique porté par le Hirak puis d'imposer son objectif tactique d'élection présidentielle** en décembre de la même année. A l'issue d'une campagne électorale fantôme, il réussit son pari de faire élire Abdelmadjid Teboune malgré une abstention populaire record.

**17.** Poussant plus loin son avantage, le Pouvoir profita de la pandémie du Covid-19 pour **accentuer sa répression et poursuivre la mise en œuvre de son projet de reconstruction du régime en lui donnant un contenu encore plus autoritaire.** Accompagné d'une répression croissante, le passage en force devenu une pratique courante lui permit d'imposer deux nouvelles victoires tactiques :

- les élections législatives (APN) du 12 juin 2021,
- les élections locales (APC, APW) du 27 novembre 2021.

La persistance d'une forte abstention populaire et le recul historique de ses partis illustre le fait que le Pouvoir parvient pour l'instant à appliquer sans problème majeur sa feuille de route. Parallèlement, il continue de se purger des éléments qui ne partagent pas son projet. Mais il ne parvient pas à ce jour à reconstruire un régime solide disposant de la légitimité populaire. **Le Pouvoir ne parvient pas à régler la crise de son régime.**

**18. Les citoyens et les forces politiques qui marchaient tous les vendredis n'évaluèrent pas à sa juste mesure l'évolution du rapport de force entre le Hirak et le Pouvoir.** Beaucoup de manifestants, organisés ou non, de cadres et dirigeants politiques ainsi que d'observateurs et d'analystes sous-estimaient largement le Pouvoir et continuent d'ailleurs à ce jour à le sous-estimer. Cela les empêcha de voir que le Hirak s'essouffait et perdait des forces au fil des semaines et des mois au lieu de travailler à en agréger de nouvelles (syndicats de travailleurs, mouvements de chômeurs...). L'appel totalement incantatoire à l'auto-organisation du Hirak n'avait aucune chance d'aboutir du fait de la méfiance populaire à l'égard de toute représentation et des conditions rappelées plus haut.

Dans de telles conditions, le Hirak ne pouvait tirer aucune conséquence politique de son affaiblissement progressif alors même que le Pouvoir, lui, se renforçait. Il persista à avancer des mots d'ordre radicaux tel que celui de la chute du régime alors qu'il n'avait aucun moyen de l'imposer.

**19.** L'abandon du mot d'ordre « *Djeïch-Chaâb, Khawa-Khawa* » (« Armée-Peuple, frère-frère ») et son remplacement par les mots d'ordre tels que « *Les généraux à la poubelle,*

*wal'Djazair teddi l'istiklal* » et « *Moukhabarat irhabiya, torsqot el mafia l'askariya* » ( « Les services de renseignement sont terroristes, que tombe la mafia militaire ») constituèrent une erreur politique pour le Hirak.

Critiquer les prises de position et les mesures de répression du vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd-Salah et du Haut-commandement militaire ne devait en aucun cas amener à rejeter globalement et indistinctement l'armée ou les généraux ainsi que les services de sécurité dans leur ensemble. C'est leur utilisation politique par le Pouvoir qui doit être critiquée lorsqu'elle est dirigée contre la population. On ne doit pas opposer l'armée, en tant qu'institution, au peuple.

L'ANP s'est professionnalisée et continue à le faire, mais il ne s'agit pas d'une armée coupée du peuple dont les cadres (officiers et sous-officiers) seraient d'extraction bourgeoise. Sa composition est profondément populaire.

**Les forces ultralibérales entendent la transformer en une simple armée de métier intégrée à l'ordre impérialiste régional en tant que force subalterne. Une armée défendant les intérêts de la fraction compradore de la bourgeoisie contre le danger intérieur représenté à ses yeux par le peuple.**

**Les partisans du socialisme considèrent à l'inverse que l'armée doit être au service du peuple.**

Les mots d'ordre politiques erronés et dangereux sur l'armée émanèrent des militants et sympathisants de Rachad, mais furent malheureusement repris par de nombreux hirakistes sincères révoltés à juste titre par la répression qui s'abattait sur le mouvement et par le passage en force du Pouvoir, signe de son refus d'entamer le moindre dialogue.

Ces mots d'ordre furent cependant repris de manière moins innocente par des forces politiques démocrates ultralibérales et furent insuffisamment dénoncés et combattus par les forces de gauche au sein du Hirak. Quant aux forces de gauche extérieure au Hirak, elles préférèrent dénoncer le Hirak et se placer à la remorque du Pouvoir libéral, autoritaire et conservateur.

## Questions de stratégie

**20. Le Hirak a confirmé**, après les expériences des révoltes démocratiques de 1980, 1988, 2001 et 2011, **que le régime autoritaire ne peut se démocratiser de lui-même, d'évoluer de façon linéaire jusqu'à redonner la parole au peuple afin que ce dernier exerce librement sa souveraineté.** La situation traversée actuellement par le Soudan renforce la vérité selon laquelle les régimes autoritaires ne peuvent se transformer graduellement, d'eux-mêmes, en régimes démocratiques.

**21. Le processus démocratique** ou passage d'un régime dictatorial ou autoritaire à un régime démocratique **implique en toutes circonstances une intervention politique directe des masses populaires dans le champ politique et institutionnel.** Car ce sont les masses en mouvement qui peuvent faire basculer le rapport de forces politiques. **L'intervention politique des masses peut prendre différentes formes :**

- **celle d'une révolution**, rupture révolutionnaire renversant par la force le Pouvoir

autoritaire/dictatorial et instaurant à sa place une autorité de transition (un gouvernement provisoire). Ce type de révolution intervient lorsque le rapport de force est largement en faveur du peuple et que la crise du régime paralyse totalement ou grandement ses capacités répressives,

- **celle d'une réforme**, c'est-à-dire d'une transition négociée qui advient lorsque la force d'intervention politique de masse rencontre une impuissance relative du Pouvoir accompagnée d'une volonté et d'une capacité suffisante de négocier une transition conjointe et de la mener à bien. L'exemple du passage du régime de l'apartheid à un régime démocratique illustre cette option réformiste.

**La forme révolutionnaire ou, à l'inverse, la forme réformiste du processus démocratique n'est pas déterminée par le choix subjectif de tel ou tel parti ou de tel ou tel dirigeant politique. Elle est le produit objectif d'une situation concrète** dans laquelle les contradictions ont atteint un certain stade quantitatif et qualitatif. Elle est tranchée en dernière instance par la réalité du rapport de forces. Dans les deux cas l'action des masses populaires joue un rôle essentiel, que ce soit dans le renversement du Pouvoir ou dans la négociation avec lui.

**22. L'intervention politique spontanée des masses constitue une condition nécessaire mais non suffisante de la victoire du processus démocratique** (révolution ou réforme).

Un processus démocratique est un processus complexe, à multiples enjeux, qui fait intervenir nombre de mouvements différents et autonomes, d'acteurs locaux, et parfois extérieurs, aux intérêts différents voire opposés. Un tel processus est fait d'une succession de tournants plus ou moins rapides et se caractérise par des évolutions progressives ou brutales du rapport de forces entre les différents acteurs et, souvent, d'involutions de ce rapport de force.

**Sa réussite implique en conséquence l'existence d'une tactique d'unification de tous ces mouvements et acteurs autour d'une perspective politique commune et qui se donnent une direction unifiée.** Une direction formelle ou de fait, portée par un ou des partis ou mouvements. Cette direction doit procéder à une adaptation permanente de cette tactique dans une situation qui peut être extrêmement mouvante. Une telle tactique ne peut s'élaborer spontanément au sein d'un mouvement composé de centaines de milliers voire de millions de personnes en ébullition et aux intérêts distincts voire contradictoires. Elle ne peut être élaborée et mise en pratique de façon rigoureuse et conséquente que par des « intellectuels collectifs » homogènes politiquement et idéologiquement : les partis politiques.

**23. Il faut absolument mettre en garde contre les limites et dangers du mouvementisme.** Le Hirak a donné ce qu'il pouvait donner et c'est déjà très bien. Il convient de propager l'idée d'auto-organisation et d'action autonome des masses, mais il est regrettable de voir des militants et dirigeants politiques demander au Hirak d'accomplir des tâches qui leurs reviennent normalement, mais qu'ils n'assument pas. Parmi les dangers du mouvementisme figure celui de voir des millions de personnes confier leur sort à un homme providentiel qui ne s'embarrasse d'aucun scrupule pour promettre monts et merveilles.

**24. La construction d'un « intellectuel collectif », c'est-à-dire d'un parti politique, ne constitue pas un luxe mais une nécessité absolue.** Un parti capable de suivre et

d'analyser la situation politique de manière objective et disposant de militants aguerris et de relais suffisants au sein de la société pour toucher, influencer et entraîner les masses populaires. Entraîner grâce à un lien de confiance forgé au cours d'une période relativement longue et qui se consolide et s'élargit dans les moments décisifs du combat. Entraîner par une capacité à convaincre et non à imposer. Entraîner du fait de l'adéquation de ses mots d'ordre, de ses actions et de ses formes d'organisation avec l'état d'esprit et les besoins objectifs des masses en mouvement. Entraîner parce que disposant d'un projet politique rassembleur et émancipateur et d'une stratégie pour le porter.

Une telle aptitude s'avère d'autant plus nécessaire que **les partis politiques algériens font depuis longtemps l'objet d'une méfiance largement répandue au sein de la population. Et le bilan de leur action au cours de la séquence du Hirak (2019-2021) n'a pas amélioré leur image. Il a au contraire confirmé leurs limites historiques.** Mais le discrédit actuel des partis politiques algériens, que l'on peut aisément comprendre, ne doit pas discréditer la nécessité et l'intérêt urgent de disposer de partis politiques. Car ceux-ci sont indispensables à la condition expresse de ne pas se réduire à de simples sigles sans ancrage social, incapables de produire une stratégie et des tactiques adaptées et fonctionnant de manière très peu démocratique en interne.

La critique concrète des partis existant doit s'accompagner d'une lutte idéologique implacable contre les visions antipartis car celles-ci affaiblissent le mouvement populaire qu'elles prétendent défendre.

**25.** L'existence d'un parti politique représentant les intérêts des masses populaires en général et du prolétariat en particulier s'avère indispensable **pour définir une tactique politique répondant aux particularités concrètes et objectives du moment.** Dans une conjoncture révolutionnaire, le mouvement populaire doit suivre une tactique révolutionnaire pour triompher. A l'inverse, il ne peut adopter une tactique révolutionnaire dans un moment non-révolutionnaire.

**26. La capacité des partis à jouer leur rôle dans un processus démocratique implique qu'ils aient été forgés préalablement à toute explosion populaire.** La formation de partis et l'acquisition d'une indispensable expérience de leur part demande du temps et nécessite beaucoup de travail préalable : élaboration, formation, homogénéisation, propagation, implantation... Elle ne s'improvise pas le jour de la révolution ou même d'un puissant mouvement de réforme radicale. Le Pouvoir l'a si bien compris qui s'est évertué, depuis de longues décennies, à entraver, décrédibiliser, déstabiliser voire détruire toute force politique significative à même de porter une alternative

**27. L'élaboration d'une tactique implique de disposer de militants formés, de cadres expérimentés et de dirigeants aguerris, prudents et audacieux à la fois, et qui ne se paient pas de mots.** Si l'enthousiasme constitue le carburant indispensable à la réussite de tout mouvement populaire, l'euphorie, elle, s'avère mauvaise conseillère car elle incite à s'éloigner de la réalité objective et à prendre ses désirs pour la réalité. L'euphorie amène à sous-estimer la réalité du rapport de forces, à se tromper sur les enjeux réels du moment... Avec toutes les conséquences néfastes sur la tactique suivie qui ne peut aboutir au succès.

De telles qualités ne se forment pas spontanément mais nécessitent au contraire un **travail politique spécifique quotidien, même lorsqu'il n'existe pas de puissant mouvement de masse.** La formation de tels militants, cadres et dirigeants est

complémentaire, mais totalement distincte, de l'intervention politique de masse. Elle consiste en un travail d'élaboration, de formation, de propagande et d'agitation politiques, de lutte théorique et de soutien aux luttes et auto-organisations du mouvement populaire en général et du mouvement des travailleurs en particulier.

**28. L'existence d'un mouvement populaire organisé** (syndicats, mouvements, associations...) **ne constitue pas un luxe mais une nécessité absolue.** Plus riche et varié est un mouvement populaire, plus solides et profonds sont ses liens avec un ou des parti(s), plus la confiance est grande entre les deux dans le respect de l'autonomie des organisations de masse et plus les chances de victoire du processus démocratique, du combat anti-impérialiste ou du combat social s'accroissent. Le soutien aux luttes syndicales et politiques (démocratiques, environnementales...) est de la plus grande importance. Il contribue à l'émergence de cadres du mouvement populaire et de structures permanentes (syndicats, associations, comités, mouvements, coordinations...) qui accumulent forces et expériences. **Plus le mouvement populaire sera multiple, varié et solide, plus il sera à même de peser sur la situation politique du pays dans le sens des intérêts de la majorité et plus il constituera un rempart infranchissable face à toute tentative d'ingérence ou d'agression extérieure de la part des grandes puissances et de leurs relais régionaux et locaux. Contrairement au Pouvoir, c'est sur le peuple que les partisans du socialisme comptent pour protéger le pays du danger de l'impérialisme et de la réaction extérieure.**

## **L'articulation entre démocratie, souveraineté nationale et émancipation sociale**

**29.** Aussi important que soit le combat démocratique, il ne peut faire abstraction des luttes sociales entre travailleurs et patronat et des enjeux extérieurs : souveraineté nationale, dangers provenant des puissances impérialistes et/ou des régimes et des forces réactionnaires locales et/ou régionales. Pour les partisans du socialisme, la souveraineté populaire dans le cadre du capitalisme représente une avancée incontestable, n'en déplaise à la vision gauchiste qui la méprise en l'opposant de façon mécanique à la révolution socialiste. Mais si l'instauration d'un régime démocratique dans le cadre du capitalisme peut favoriser les luttes et l'organisation des travailleurs, elle ne constitue nullement la fin de l'histoire ou le but ultime de ces derniers. **La question démocratique ne constitue pas un absolu. Elle doit absolument s'articuler, en particulier mais pas seulement dans les pays dominés par l'impérialisme, aux questions de souveraineté nationale et de justice sociale. Et s'intégrer à une stratégie anticapitaliste visant l'instauration d'une démocratie socialiste.**

**31.** Si l'intégration de ces trois éléments (démocratie politique, justice sociale et souveraineté nationale) s'avère indispensable, **il convient d'être conscient qu'ils peuvent, dans certaines circonstances historiques précises, se trouver partiellement ou frontalement en opposition.** Par exemple, dans une situation d'agression militaire impérialiste et/ou de guerre civile, il ne peut être question d'accorder les libertés démocratiques aux forces compradore et/ou contre-révolutionnaires. Les Etats bourgeois les plus démocratiques n'hésitent pas, dans certaines circonstances, à supprimer totalement le régime démocratique lorsque leurs intérêts sont en jeu. Il ne faut pas oublier que les dictatures militaires, fascistes, nazies, bonapartistes et autres régimes d'exception sont nées au sein d'Etats démocratiques bourgeois occidentaux.



**32. Dans la société moderne, c'est-à-dire capitaliste, la démocratie n'est pas neutre. Elle sert en premier lieu, mais pas uniquement, les intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie.** En Algérie aujourd'hui, la bourgeoisie compradore s'en réclame pour s'emparer des leviers de pouvoir qui lui échappent encore. De même que l'offensive historique de l'impérialisme contre le socialisme et les Etats souverains a été menée sous l'étendard de la démocratie, non dans l'intérêt des peuples, mais dans celui du marché dérégulé, globalisé et financiarisé. D'où la politique du deux poids deux mesures des puissances occidentales qui condamnent certaines « dictatures » (Mali, Centrafrique, Syrie, Iran...), mais en oublient curieusement d'autres (Tchad, Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis, Qatar...).

**33. Chaque force sociale appréhende à sa façon la question démocratique. Les forces populaires et les travailleurs doivent avoir la leur propre.** Cela s'avère d'autant plus indispensable que seul le prolétariat est en mesure de diriger de façon conséquente un processus démocratique. La bourgeoisie bureaucratique actuellement au pouvoir s'oppose à la souveraineté populaire comme elle le démontre quotidiennement avec éclat depuis 2019 au moins. La bourgeoisie compradore se sert de la revendication démocratique comme marchepied pour accéder au pouvoir. Mais une fois au pouvoir, elle ne pourra et ne voudra pas laisser les masses s'organiser et lutter efficacement contre sa politique antisociale et antinationale. La petite bourgeoisie pour sa part n'a pas de position indépendante. Une partie se trouve déjà à la remorque de la bourgeoisie bureaucratique. Une autre partie se positionne aux côtés de la fraction bourgeoise compradore. **Le prolétariat doit gagner à sa vision et à son projet de démocratie le reste de la petite bourgeoisie qui constitue la majorité de cette classe.**

**34. Dans les pays du Sud dominés par l'impérialisme, comme le nôtre, la démocratie ne peut être simplement formelle et encore moins au service de la bourgeoisie compradore et des puissances dominantes du Nord.** Il faut promouvoir une **démocratie sociale, populaire et nationale, patriotique c'est-à-dire souveraine.**

Une démocratie qui reconnaît en principe et en pratique la liberté de conscience, l'égalité des droits entre hommes et femmes, la liberté de culte et la séparation de la sphère religieuse de la sphère politique par l'établissement de lois civiles. Une démocratie fondée sur un mixte de démocratie représentative et de démocratie directe. Une démocratie dont les droits sociaux ne sont pas purement formels et qui constitue une arme contre les puissances impérialistes et tous les régimes et mouvements réactionnaires.

**Voilà pourquoi le prolétariat intègre sa tactique démocratique dans le cadre de sa stratégie de dépassement du capitalisme.**

**35.** La question de savoir si l'armée conservera à l'avenir sa composition populaire et participera à la mise en œuvre d'un projet politique patriotique, rassembleur et émancipateur ne relève pas fondamentalement d'une décision interne à cette institution ou provenant du Pouvoir. Son évolution dépendra avant tout de l'évolution générale du rapport de forces entre les classes au sein de notre société.

**Que la bourgeoisie compradore l'emporte et l'armée serait exclusivement à son service et à celui de l'impérialisme.** Son encadrement deviendrait le fait exclusif de nouvelles dynasties familiales.

Il importe que l'armée préserve et renforce son caractère populaire et participe aux côtés

des masses laborieuses à défendre l'Etat algérien face à l'impérialisme et à la réaction locale et régionale. **Elle doit être au service du peuple**, ce qui implique que les travailleurs se constituent de nouveau en force sociale indépendante et qu'ils construisent un bloc populaire hégémonique dans la société.

### **36. La propagation des différentes leçons du Hirak, leur discussion et leur assimilation par le plus grand nombre de militants et cadres politiques**

**contribueront à la construction d'une force politique** aguerrie et servant les intérêts des classes exploitées et dominées de notre pays qui forment le peuple. Telle est la tâche essentielle et urgente de tous les partisans du socialisme et des travailleurs conscients.

\*

Les intertitres sont de *Contretemps*.

**Illustration : « Al-Hazima » (La défaite), Hamed Abdalla, 1969. Avec l'aimable autorisation de Samir Abdalla.**

## Notes

---

<sup>[1]</sup> L'analyse de la nouvelle situation politique fait l'objet d'un autre texte de notre collectif.

<sup>[2]</sup> L'expression « partisans du socialisme » désigne ici les militants et groupes politiques qui considèrent que la cause profonde des crises qui agitent le monde en général et chaque pays en particulier réside dans le système capitaliste. C'est pourquoi ils le combattent et prônent un projet de société sans exploitation ni domination politique, le socialisme. Cela ne signifie pas que le socialisme constitue la réponse immédiate à chaque crise conjoncturelle, nationale ou internationale.

<sup>[3]</sup> Le prolétariat est la classe des salariés (ouvriers, employés, techniciens...) qui ne possèdent aucun moyen de production et qui ne vivent que de la vente de leur force de travail.

<sup>[4]</sup> La révolution tunisienne de 2011 a échoué parce qu'elle a été inachevée. Les forces politiques bourgeoises et petites bourgeoises qui l'ont dirigée ont effectivement instauré, dix années durant, une démocratie parlementaire dans laquelle les libertés démocratiques étaient formellement reconnues. Mais elles ont poursuivi la politique ultralibérale de Ben Ali, ce qui a aggravé la situation sociale des masses déshéritées et des couches moyennes et placé davantage le pays sous tutelle des bailleurs de fonds étrangers (FMI, UE, France...). Ecrasé par la misère sociale (chômage, perte du pouvoir d'achat...), le peuple tunisien n'a pas trouvé d'issue politique à sa situation. Il s'est replié sur son difficile quotidien, s'est éloigné de la politique et a fini par soutenir la démarche bonapartiste d'un dictateur.